

Plan d'investissement sur 10 ans annoncé par le gouvernement : que faudrait-il en faire pour ne pas se cantonner aux effets d'annonce ?

Le président de la République François Hollande a annoncé, hier lundi 6 mai, un plan d'investissements sur 10 ans qui concernera "le numérique, la transition énergétique, la santé, les grandes infrastructures et d'une manière générale, les nouvelles technologies".

Avec Jean-Luc
Schaffhauser

Le Président Hollande a hérité d'une France dont la part des prélèvements sur les entreprises est la plus forte de tous les pays de l'OCDE. Chaque année, les entreprises françaises paient 160 milliards de plus de prélèvements par rapport aux entreprises allemandes, soit 8% du PIB de prélèvements en plus pour des services publics qui ne sont pas plus efficaces. Son prédécesseur, pendant la période où il était aux affaires, malgré la rigueur présentée par un verbe haut et fort, a creusé le déficit public de plus de 600 milliards, soit 3 fois la richesse du pays. Aucun autre Président n'y était parvenu auparavant aussi rapidement !

Après 1 an, l'exercice du pouvoir oblige à la réalité. La situation de la France se dégrade. Cette dégradation date d'une trentaine d'années avec une accélération ces dix dernières années en raison d'une désindustrialisation massive. Celle-ci tient à la concurrence des émergents qui désormais exportent plus que l'Union européenne et les Etats-Unis réunis. L'Allemagne, partant d'un niveau plus élevé d'emplois industriels que nous, a perdu autant d'emplois industriels de 1998 à 2008. Mais cette situation tient aussi au manque de courage des gouvernements antérieurs qui n'ont pas voulu s'attaquer aux rentes indues pour rester performant parmi les pays de l'OCDE. Nous sommes désormais le dos au mur. Est-il d'ailleurs encore temps ou simplement possible de rattraper le temps perdu sans soubresaut révolutionnaire ? L'histoire nous le dira. De toute façon, il faut commencer par engager le processus, c'est un devoir d'Etat ! Le Président Hollande souhaite s'y atteler également. Tout patriote sincère ne peut que soutenir le Président de la République si telle est véritablement son intention.

Le journal Le Monde fait état d'un plan d'investissement pour les dix ans qui viennent. Ce plan portera sur le numérique, la transition énergétique, les grandes infrastructures et les nouvelles technologies.

Depuis 2009, un groupe de hauts fonctionnaires, de patrons d'entreprises et de banquiers issus des banques publiques souhaite mettre en place un tel programme de relance par l'investissement rentable. Constatant les déficits croissants des pays du Sud, ils ont souhaité les combler non par de la création monétaire qui alimente les banques et la spéculation mais par des investissements rentables, des projets financés par cette création monétaire mais remboursant donc détruisant, à terme, cette création monétaire. Il s'agit ainsi d'apporter des réponses structurelles aux déficits structurels du Sud autrement que par la baisse de la consommation qui entraîne récession et chômage. Il s'agit de combiner offre rentable et demande solvable dans des projets qui génèrent leur propre remboursement. Il s'agit d'obtenir de la BCE un refinancement à long terme pour l'économie réelle sur la base de ces projets montés en synergie avec d'autres pays du Sud (Italie, Espagne, Portugal, Grèce) car statutairement seules les banques peuvent négocier un tel financement auprès la Banque Centrale, vu son indépendance.

L'idée est en soi simple mais aussi compliquée. Il faut construire des projets, de bons projets et ne pas attendre qu'ils tombent du ciel. Aussi depuis trois ans nous supplions la Caisse des dépôts de nous aider à bâtir ces projets en liaison avec les autres banques publiques et privées européennes. Il s'agit de vérifier la faisabilité des projets et de les présenter de manière coordonnée à la BCE pour justement obtenir un repo ou refinancement bancaire à long terme – 10 ans – pour financer ces projets.

Si le Président veut effectivement obtenir un résultat et non une fois de plus – faire comme ces prédécesseurs - de la Com, il doit structurer cette dynamique européenne déjà existante dans le cadre d'une Agence européenne de développement. Le groupe motivé de responsables déjà engagés est prêt à préparer ces projets de relance par l'investissement rentable pour un montant équivalent à 200 milliards sur 5 ans pour la France, 1000 milliards pour la zone euro pendant cette période, la moitié obtenue par un refinancement à très long terme auprès de la BCE. Un multiplicateur positif de croissance en résultera et on peut espérer ainsi une croissance supérieure au taux d'intérêt de la dette donc un désendettement structurel.

Cependant s'il s'agit de parvenir à un tel résultat en utilisant l'actuelle administration (française ou européenne), avant même de commencer, l'idée de relance par l'investissement est morte. Seul un groupe commando de gens divers motivés

et désintéressés venant de l'administration mais aussi du privé, des banques publiques et privées et de sociétés, seul un tel groupe européen travaillant déjà sur des projets est susceptible de rendre opérationnel rapidement la relance. Ce groupe existe ; il a été sélectionné par l'engagement motivé et la compétence au sein de l'Académie européenne. Il s'agit désormais de l'organiser – avec le soutien des Etats les plus impliqués Italie, Espagne, Portugal, Grèce mais aussi l'Allemagne - en Agence européenne de développement basé justement sur ces Etats. Le Président doit chercher du résultat dans 1 an, il ne s'agit pas de perdre encore 1 an en essayant de construire une nouvelle usine à gaz.